

## COOPERATION FINANCIERE GERMANO-NIGERIENNE-KFW

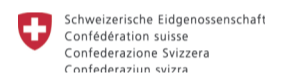


	Intervention 1	Intervention 2
<b>Partenaire</b>	Coopération financière germano-nigérienne KFW	
<b>Statut du partenaire</b>	Programme	
<b>Contact</b>	BP : 723 Niamey Tel : 20 72 21 44	
<b>Libellé</b>	<b>Programme d'Investissement et de Capacitation des Collectivités Territoriales PICCT I</b>	<b>Programme d'Investissement et de Capacitation des Collectivités Territoriales PICCT II</b>
<b>Objectif du programme</b>	Promouvoir la mise à disposition pérenne des infrastructures socio-économiques conformes aux priorités des populations et en respectant les principes de bonne gouvernance et - par la suite - une amélioration des conditions de vie de la population bénéficiaire. Les communes et régions mettent à disposition les infrastructures, auront accès – à moyen terme - à un mécanisme national de financement des collectivités locales pour financer ces infrastructures et renforcent leurs capacités à travers les modules de formation et de capacitation améliorés	Promouvoir la mise à disposition pérenne des infrastructures socio-économiques conformes aux priorités des populations et en respectant les principes de bonne gouvernance et - par la suite - une amélioration des conditions de vie de la population bénéficiaire. Les communes et régions mettent à disposition les infrastructures, auront accès – à moyen terme - à un mécanisme national de financement des collectivités locales pour financer ces infrastructures et renforcent leurs capacités à travers les modules de formation et de capacitation améliorés
<b>Domaines d'intervention</b>	Décentralisation et Bonne Gouvernance	Décentralisation et Bonne Gouvernance
<b>Financement et sources</b>	€29.0 Millions soit 18 996 653 000 milliards de FCFA	€8.2 Millions soit 5 240 456 000 milliards de FCFA
<b>Date début</b>	09/01/14	08/01/17
<b>Date de fin</b>	31/07/18	31/07/19
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	- Cabinet du Premier Ministre : Partenaire stratégique et tutelle du programme  - Fonds d'Investissement des Collectivités Territoriales (FICOD) : Composante I  - Centre de formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFGCT) : Composante II  - Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) : Composante III.	- Cabinet du Premier Ministre : Partenaire stratégique et tutelle du programme  - Fonds d'Investissement des Collectivités Territoriales (FICOD) : Composante I  - Centre de formation en Gestion des Collectivités Territoriales (CFGCT) : Composante II  - Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales (ANFICT) : Composante III.
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	- Bureaux d'Etudes  - Entreprises  - Autres prestataires	- Bureaux d'Etudes  - Entreprises  - Autres prestataires
<b>Régions concernées</b>	- Agadez,  - Tillabéri  - Tahoua	- Agadez,  - Tillabéri  - Tahoua
<b>Communes concernées</b>	- 102 communes,  - 1 ville  - 3 conseils régionaux	- 102 communes,  - 1 ville  - 3 Conseils régionaux
<b>Observations</b>	PICCT I a connu une prolongation de délai d'une (1) année et se met actuellement en parallèle avec PICCT II jusqu'à juillet 2019	



	Intervention 1	Intervention 2
<b>Partenaire</b>	<b>OIM (Unité Stabilisation Communautaire)</b>	
<b>Statut du partenaire</b>	Agence du SNU	
<b>Contact</b>	20 75 25 07 - 80 07 01 25	20 75 25 07
<b>Libellé</b>	Formation de la société civile des zones d'intervention : « Citoyenneté responsable et Contrôle citoyen de l'action publique »	<i>Formation des élus locaux : Thématiques à déterminer</i>
<b>Objectif du programme</b>	Prevention de conflit par le renforcement du dialogue entre communautés et autorités par diverses actions y compris les formations	Prevention de conflit par le renforcement du dialogue entre communautés et autorités par diverses actions y compris les formations
<b>Domaines d'intervention</b>	Cohésion sociale, réhabilitation d'infrastructures, formations et études, relance d'économie locale	Cohésion sociale, réhabilitation d'infrastructures, formations et études, relance d'économie locale
<b>Financement et sources</b>	15 millions FCFA (Gouvernement Allemand)	20 millions FCFA (Gouvernement Allemand)
<b>Date début</b>	mars-19	avr-19
<b>Date de fin</b>	mars-19	avr-19
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales	Centre de Formation en Gestion des Collectivités Territoriales
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	N/A	
<b>Régions concernées</b>	Agadez	Kawar
<b>Communes concernées</b>	Arlit, Agadez	Bilma, Dirkou, Fachi, Djado
<b>Observations</b>		Une première formation des élus locaux des 6 communes concernées par le programme a eu lieu en Novembre et décembre 2018

**COOPERATION SUISSE**



	Intervention 1	Intervention 2	Intervention 3	Intervention 4
<b>Partenaire</b>	<b>COOPERATION SUISSE</b>			
<b>Statut du partenaire</b>	Coopération Bilatérale			
<b>Contact</b>	20 -73-39-16, niamey@eda.admin.ch			
<b>Libellé</b>	Programme d'Appui aux collectivités territoriales ( PACT)	Programme d'Appui à la gouvernance démocratique ( PAGOD)	RAAYI : Programme d'Appui aux Médias	Programme Hydraulique rurale-appui au secteur de l'eau et de l'assainissement
<b>Objectif du programme</b>				
<b>Objectif du programme</b>	Contribuer à l'instauration d'une citoyenneté responsable, garante de l'amélioration des conditions de vie économiques et sociales des populations dans un cadre de dialogue transparent et inclusif	Contribuer au renforcement du processus démocratique au Niger	La participation politique s'améliore, la Gouvernance est plus inclusive et la paix sociale se renforce	Les Collectivités territoriales sont capables de délivrer les services publics eau et assainissement adéquats, accessibles et d'assurer la sécurité alimentaire, l'état nutritionnel et la santé des populations du Niger
<b>Domaines d'intervention</b>	Maitrise d'ouvrage, redevabilité, développement économique et services publics	Processus électoraux, Citoyenneté	Médias	Maîtrise d'ouvrage dans le secteur Eau , Assainissement
<b>Financement et sources</b>	17 millions CHF, DDC	5 millions CHF DDC	4,1 millions CHF DDC	18 millions CHF, DDC
<b>Date début</b>	Aout 2015	mai-19	dec -18	janv-17
<b>Date de fin</b>	déc-20	déc-22	Octobre 2023	déc-21
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	MISP/D ( DGDCT) , MAT/DC, MDUL, CT, CCIN, Anfict	MISP/D , CENI	CSC, MISp/D	Agence Nationale de Financement des Collectivités territoriales (ANFICT) , Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	OSC, Mandataire ( Labo C)	OSC, Mandataire	Mandataire ( Fondation Hirondelle)	Mandataire : Consortium Helvetas Swiss Intercooperation / HEKS , Secteur privé (bureaux d'études et entreprises), ONG.
<b>Régions concernées</b>	Maradi et Dosso	ND	Toutes les régions	Maradi et Dosso
<b>Communes concernées</b>	25 à Maradi et 10 à Dosso	ND	National	19 à Maradi et 9 à Dosso
<b>Observations</b>	En cours	En préparation	En cours	En cours



Partenaire	Intervention 1	Intervention 2	Intervention 3	Intervention 4	Intervention 5	Intervention 6
<b>Statut du partenaire</b>	Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement (Société anonyme)					
<b>Contact</b>	Eusebio Mora, Représentant résident (eusebio.mora@luxdev.lu)					
	Giovanni Tordini, Chargé de programmes (giovanni.tordini@luxdev.lu)					
<b>Libellé</b>	Programme d'appui au développement agricole durable de la région de Dosso – PADAD II / NIG025	Programme d'appui à l'opérationnalisation du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation, A-PSEF – NIG023	Programme d'Appui au Programme national de formation et d'insertion professionnelle au Niger, Phase II – NIG024	Projet d'appui à la formation et à l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons des régions d'Agadez et Zinder (NIG/801)	Projet d'appui au renforcement de capacités de la chaîne des dépenses publiques dans les régions de Zinder et de Diffa (En formulation) – (NIG027)	Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement Phase III – PASEHA 3 (NIG026)
<b>Objectif du programme</b>	Augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles.	D'ici à 2020, un nombre plus important d'élèves des deux sexes sont inscrits à l'école primaire et au collège, le gap entre les filles et garçons est réduit et les deux sexes bénéficient d'une offre éducative adaptée, inclusive et de qualité	Appuyer l'insertion des jeunes et particulièrement des jeunes ruraux dans les filières économiques porteuses de croissance et d'emplois	Améliorer l'employabilité des jeunes filles et garçons grâce à la formation professionnelle et au développement de la petite entreprise artisanale.	Contribuer à l'amélioration de la gestion des crédits budgétaires et de l'efficacité de la chaîne des dépenses en renforçant le dispositif de préparation, d'exécution, de suivi et de contrôle ainsi que les capacités des principaux services évoluant dans ce domaine.	Contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement pour 40 000 ménages additionnels en cinq ans
<b>Domaines d'intervention</b>	Développement rural, formation et insertion professionnelle des jeunes, Renforcement de capacités Conseil régional Dosso, STD, CRA, maîtrise d'ouvrage communale	Éducation de base (FCSE)	Enseignement et formation professionnels et techniques (FCSE)	EFPT	Chaîne des dépenses publiques	Hydraulique et assainissement (MCF)
<b>Financement et sources</b>	13,4 millions EUR	12 millions EUR	18,4 millions EUR	6,9 Millions EUR	1.500.000 EUR	28 Millions EUR (Luxembourg)
	(Luxembourg)	(Luxembourg)	(Luxembourg)	(Fonds fiduciaire d'urgence UE)	(Luxembourg)	26 Millions EUR (Danemark)
<b>Date début</b>	déc-16	déc-16	déc-16	Nov. 2016	Durée de 2 ans (projet en formulation)	déc-16
<b>Date de fin</b>	déc-20	déc-20	déc-20	Nov. 2019		déc-20
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	1. MAG/EL 2.HC3N/FISAN 3. Conseil régional Dosso 4. CRA Dosso 5. ANFICT 6. BAGRI	1. MEP/A/PLN/EC 2. MES 3. CAMOS/Primature 4. ANFICT	1. MEPT 2. CAMOS/Primature 3. ANFICT	1.MEPT/DREPT 2. FAFPA 3. Conseils régionaux (Zr/Az) 4. Communes 5.Chambres des métiers	1. Ministère des Finances 2.STD MF	1. MHA/DRH 2. Collectivités territoriales



<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	Opérateurs privés de formation et d'appui conseil de jeunes	Autres PTF abondant les FCSE (AFD, DDC, Unicef)		Opérateurs privés de formation et d'appui conseil de jeunes	a définir	1. Délégués de l'eau 2. Entreprises d'hydraulique 3. Cabinets AMO	
<b>Régions concernées</b>	Dosso	Couverture nationale		Agadez/Zinder	Zinder, Diffa (extension probable Tahoua/Agadez)	Couverture nationale	
<b>Communes concernées</b>	29 communes			Toutes les communes	Couverture régionale		
<b>Observations</b>	<p>- Renforcement des capacités du Conseil Régional de Dosso pour qu'il assure le rôle d'appui au fonctionnement des guichets 2 et 3 du Fonds d'Investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN) dans la région de Dosso. En effet, dans le cadre du guichet 2 du FISAN, il s'agit d'un appui aux communes de la zone d'intervention du programme à la maîtrise d'ouvrage d'infrastructures structurantes liés aux filières agricoles. Dans le cadre du guichet 3, il s'agit du financement de la formation et du conseil agricole des jeunes, du renforcement des capacités des centres de formation et de conseil et de l'appui aux actions collectives et innovantes pour le développement des filières agricoles.</p> <p>- Réalisation infrastructures structurantes et réhabilitation pistes rurales dans 29 communes de la région de Dosso via l'ANFICT (Accord de partenariat opérationnel)</p>	<p>- Appui à l'élaboration des Plan régionaux sectoriels de l'éducation et de la formation (PRSEF) pour qu'on puisse refléter à la fois les besoins exprimés par les régions et les acteurs locaux de la décentralisation et les objectifs du PSEF, notamment ceux liés à la qualité et la gouvernance du système éducatif (PRSEF 2019 élaborés)</p> <p>- Opérationnalisation de la décentralisation dans le cadre des activités du Fonds Commun pour le Secteur de l'Éducation (FCSE) à travers la mise à disposition d'une assistance technique auprès de l'ANFICT sous la coordination de la CAMOS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o appuyer la création du guichet (ou sous guichets) éducation à l'ANFICT au niveau central et des antennes régionales et à sa structuration</li> <li>o appuyer la formalisation des contrats (conventions ou conventions-cadres) entre l'ANFICT et les Ministères techniques pour le transfert de compétences et ressources financières aux CT des activités budgétisées dans le cadre du budget d'investissement public et du FCSE</li> <li>o appuyer l'articulation entre les besoins identifiés par les communes et la carte scolaire des ministères techniques et orientation sur la priorisation des besoins</li> <li>o appuyer l'élaboration des conventions entre l'ANFICT et les CT et leur opérationnalisation</li> <li>o appuyer l'analyse des capacités techniques, financières, humaines et matérielles des CT et l'identification des besoins en renforcement des capacités des CT</li> <li>o appuyer l'opérationnalisation et le suivi du renforcement des capacités des CT</li> </ul>			<p>- appui aux Conseils régionaux d'Agadez et de Zinder dans la dynamisation des cadres de concertation de l'EFPT</p> <p>- appui aux Collectivités territoriales et aux DREPT dans la création et gestion des plateformes des jeunes scolarisés, déscolarisés et non scolarisés.</p>	<p>Le projet se focalisera sur un appui aux principaux acteurs régionaux de la chaîne de la dépense publique, à savoir les Trésoreries régionales, les Directions régionales du Budget (ancien CSO) et les Contrôleurs régionaux des marchés publics et engagements financiers.</p>	<p>- appui à la gestion déléguée des systèmes d'approvisionnement en eau potable</p> <p>- appui-conseil à la Maîtrise d'Ouvrage des Collectivités Territoriales et appui aux services déconcentrés du MHA spécifiquement dans le cadre de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élaboration, le suivi et l'actualisation des Plans Locaux Eau et Assainissement (PLEA) et pour la programmation et budgétisation annuelles au niveau communal</li> <li>- la gestion des ouvrages pour assurer un service public de l'eau de qualité et durable</li> <li>- le renforcement des capacités institutionnelle et organisationnelle des communes (SMEA, Cadre de concertation) pour une meilleure coordination sectorielle</li> <li>- la mise en place d'outils d'appui à la maîtrise d'ouvrage communale et régionale (outils de planification, de budgétisation, d'informatisation, de suivi-évaluation, de suivi de la performance des systèmes AEP (délégué, AUSPE,...), d'audit et de contrôle financier des ressources issues de la vente de l'eau, de communication et de transparence, de marketing de l'eau et de l'assainissement).</li> </ul>



	Intervention 1	Intervention 2	Intervention 3
<b>Partenaire</b>	Counterpart International	Counterpart International	Counterpart International
<b>Statut du partenaire</b>	ONG Internationale	ONG Internationale	ONG Internationale
<b>Contact</b>	Ousmane Camara KABELE Chief of Party (COP) 80 96 54 81 Email : Ousmane Kabélé Camara <ocamara@counterpart.org>		
<b>Libellé</b>	Programme de Gouvernance Participative et Réceptive -Activité Principale (PRG_PA)	Women Peace & Security (WPS)	Government Accountability And Policy Reform Activity
<b>Objectif du programme</b>	Améliorer la réactivité collective (gouvernement et citoyens) aux besoins prioritaires du public	-les femmes participent plus activement et font entendre plus leurs voix dans les dialogues locaux et les processus de prise de décision qui identifient et priorisent les priorités communautaires et les actions	- La société civile contribue dans l'accompagnement du gouvernement à être redevable aux communautés de manière active et plus efficace tout en suscitant la demande de réformes ciblées et leur mise en œuvre
<b>Financement</b>	18,000,000 \$ USD	2,400,000 \$ USD	4,000,000 \$ USD
<b>Date début</b>	25-févr-16	déc-18	Non identifie
<b>Date de fin</b>	24-févr-21	févr-21	Non identifie
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	1. Ministère de L'enseignement primaire (MEP)	1. Ministère de l'Intérieur	1. Ministère de L'enseignement primaire (MEP)
	2. Ministère de l'enseignement Secondaire (MES)	2. Ministère de la Défense Nationale	2. Ministère de la justice
	3. Ministère de la sante Publique (MEP)	3. HACP	3. Ministère de l'enseignement Secondaire (MES)
	4. Ministère de l'Intérieur	4. Mairies	4. Ministère de la sante Publique (MEP)
	5. Ministère de la Défense Nationale	5. Ministère de la promotion de la femme	5. Ministère de l'Intérieur
	6. Haut-Commissariat a la modernisation de l'Etat (HCME)		6. Ministère de la Défense Nationale
	7. Mairies et conseils régionaux		7. Haut-Commissariat a la modernisation de l'Etat (HCME)
	8. HACP		8. Mairies et conseils régionaux
			9. CNESS
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	1. ONG Equal Access	1. ONG Equal Access	
	2. Alternative espaces citoyens (AEC)	2. Alternative espaces citoyens (AEC)	
	3. ASO_EPT	3. ASO_EPT	
	4. ONG DIKO	4. ONG DIKO	
	5. ONG RAIL	5. ONG RAIL	
	6. ONG RECAC	6. ONG KARKARA	
<b>Régions concernées</b>	1. Agadez	1. Diffa	National
	2. Diffa	2. Tillabéri	
	3. Niamey		
	4. Tillabéri		
	5. Zinder		
<b>Communes concernées</b>	33 communes	11 communes	Non identifiées (projet en phase de soumission)
	- Region d'Agadez( Ingall, Tabetlot, Timia, Arlit, Dannel, Dirkou et Agadez)	Région de Diffa (Diffa, Chetimari, Foulatari, Maine Soroa , N'Guigmi)	
	- Région de Diffa ( Maine Soroa, Foulatari, Chetimari, Diffa, N'Gourti, Kablewa et N'guigmi)		
	- Region de Zinder ( Zinder ville, Garagoumsa , kagna Wame, Allakoss, Tanout , Tarka, Goure, Dunggass et Dakoussa)	Région de Tillabéri( Kokorou, Tamou, Ouallam, Tondikandia, Abala, Sanam	
	- Region de Niamey (Niamey 1 et Niamey 2)		
- Région de Tillabéri( Tera, Tamou, Tillabéri, Ouallam, Tondikandia, Abala, Sanam, Kokorou			
<b>Observations</b>	L'expérimentation concerne pour le moment 11 communes et 3 conseils régionaux	Travail avec les OSC et groupements de femmes existant qui travaille dans le domaine sécuritaire.	Projet en phase de soumission au bailleur



	Intervention 1	Intervention 2	Intervention 3
<b>Partenaire</b>	<b>Ambassade de France</b>		
<b>Statut</b>	Partenaire technique et financier		
<b>Contact</b>	Romain Cetina, chargé de mission Société civile et coopération décentralisée romain.cetina@diplomatie.gouv.fr	Vincent Curis, attaché de coopération humanitaire vincent.curis@diplomatie.gouv.fr	Christophe Reilhac, conseiller adjoint de coopération et d'action culturelle christophe.reilhac@diplomatie.gouv.fr
<b>Libellé</b>	Promotion de la coopération décentralisée entre collectivités territoriales françaises et nigériennes	Projet d'appui à la stabilité et la cohésion communautaire dans la zone nord-Tillabéri (PASC)	Programme d'appui à la gouvernance
<b>Objectif du programme</b>	Promouvoir les échanges d'expertise	Appuyer la mise en œuvre d'activités immédiates, identifiées comme essentielles afin de renforcer les moyens de subsistance des populations agropastorales, d'atténuer les risques de tensions intercommunautaires, de rétablir la présence de l'Etat et de restaurer la confiance entre les populations civiles et les FDS	Attribuer des subventions ponctuelles, délivrer des formations et stages ou apporter de l'expertise technique, notamment en matière de développement local et décentralisation
<b>Domaines d'intervention</b>	Politique, humanitaire, éducation, environnement, formation, recherche	Projets socio-économiques à impact immédiat (hydraulique) Promotion de la citoyenneté	Gouvernance
<b>Financement et sources</b>	Au cas par cas, mais par exemple :	400 000 € - Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères	De 10 à 20 000 € – Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
	2016-2018 : 360 000€ du ministère des affaires étrangères (DAECT) au bénéfice de 7 partenariats		
	Cofinancement de l'AFD à hauteur de 360 000 € dans le cadre d'un partenariat entre la commune d'Orsay et celle de Dogondoutchi	étrangères	
	Financement UE de 3 160 000 € sur la période 2014-2019 dans le cadre de la coopération décentralisée entre le CG du Val de Marne et la commune de Zinder		
	Financement du SEDIF (syndicat des eaux) à hauteur de 207 000 € à destination de l'opérateur français SEVES pour intervenir à Kanembakaché (Maradi)		
	<a href="#">Appels à projets de la DAECT à consulter en ligne.</a>		
<b>Date début</b>	Variable : certaines depuis 1987	mai-18	mars-19
<b>Date de fin</b>	Variable : rythme pluriannuel avec reconduction possible	avr-19	nov-19
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	Associations d'intercommunalité, communes urbaines et rurales, départements, régions	Haute Autorité à la Consolidation de la PAIX	
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	ONG, associations		Par le passé : AMN, ARENI
<b>Régions concernées</b>	Niamey, Agadez, Zinder, Tahoua, Tillabéri, Maradi	Tillabéri	
<b>Communes concernées</b>	Dagaba, Tabelot, Aderbissinat, Ingall, Tchigozérine, Agadez, Zinder, Tahoua, Tera, Korgom, Kornka, Dan Goulbi, Mayara, Sabon Machi, Adjekoria, Kouré, Tessaoua, Tillabéri, Méhanna, Dogondoutchi, Say	Gorouol, Bankilaré, Inates, Ayorou	
<b>Observations</b>	En 2019, 21 partenariats, dont certains anciens, sont actifs, avec des montants variables. Du côté français, sont impliqués des conseils généraux (2), des intercommunalités (3), des communes (15) et des syndicats des eaux (2).	Une deuxième phase du projet sur les mêmes communes d'intervention est en cours d'instruction pour 2019.	Des demandes ponctuelles d'expertise ou de formation peuvent être adressées tout au long de l'année au SCAC.



	Intervention 1	Intervention 2	Intervention 3
<b>Partenaire</b>	Agence Française de développement (AFD) et Union Européenne		
<b>Statut</b>	Partenaire technique et financier		
<b>Contact</b>	Abdoul Kader ADAMOU, Chargé de Mission Développement Rural, adamouak@afd.fr tél : 92 52 52 65	Franck Leroy, chargé de mission Gouvernance leroyf@afd.fr	Abdoul Kader ADAMOU, Chargé de Mission Développement Rural, adamouak@afd.fr tél : 92 52 52 65
<b>Libellé</b>	Projet d'appui au développement d'activités rurales et de financement de filières agricoles dans les régions d'Agadez et de Tahoua (Projet Pôles Ruraux(PPR))	Projet d'Appui à la Modernisation de l'Etat et aux Services Publics (AMESP)	Projet de développement local Kandadji
<b>Objectif du programme</b>	Le projet vise la sécurisation et l'amélioration des conditions de production, le développement d'activités rurales autour des marchés de collecte et de regroupement et la valorisation économique des produits agricoles dans les régions de Tahoua et d'Agadez, à travers les	Contribuer au renforcement des conditions d'exercice des fonctions de l'Etat déconcentré et décentralisé sur le territoire nigérien pour une amélioration des services publics à la population	réduction de la pauvreté en milieu rural et des conflits locaux relatifs à l'utilisation des ressources agro-pastorales ainsi que l'amélioration de la résilience suite aux modifications de l'environnement des exploitations familiales dans quatre Départements de la Région de Tillabéri
<b>Domaines d'intervention</b>	Agriculture la valorisation économique Infra-structures agricoles l'accès aux institutions financières pour les acteurs des filières agricoles Appui aux collectivités territoriales et les services à l'agriculture (formation agricole aux jeunes appuis aux OPs, CRA, RECA et Service technique déconcentré)	Renforcement de capacités Gouvernance locale Services publics ambulants	Gouvernance locale, Gestion inclusive des ressources naturelles, La promotion et le soutien au développement de l'économie locale, santé publique (via la prévention des nouveaux risques sanitaires induits ou accentués par la construction du barrage)
<b>Financement et sources</b>	67 000 000 € - Agence française de développement (37M euros), Union européenne (30M euros)	5 000 000 € - Agence française de développement	14 000 000 € - Agence française de développement
<b>Date début</b>	06-juil-16	nov-18	18-juil-14
<b>Date de fin</b>	20-août-21	2022	31-déc-21
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	MAG/EL, ministères du Commerce, de l'Economie, des Finances, de l'Environnement ,DGD/CT, HC3N, ANFICT, CRA, RECA, CR Agadez, FISAN et Tahoua, collectivités (Communes et CR)	MISPDACR, HCME	Agence du Barrage de Kandadji, MAG/EL, ministères de la Santé, des Finances, de l'Environnement, DGD/CT, HC3N, ANFICT, collectivités (Communes et CR)
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	ONG, bureaux d'études, Entreprises	Bureau d'études à recruter	ONG, bureaux d'études, Entreprises
<b>Régions concernées</b>	Agadez, Tahoua	Tillabéri, Diffa	Tillabéry et Zinder
<b>Communes concernées</b>	Pour la composante 1 (investissement) :	A déterminer	Tillabéry : 11 communes (Ayorou, Bankilare, Dessa, Mehanna, Sinder, Bibiyargou, Goroual, Sakouara, Kokorou Inates, Anzourou)
	Agadez : Timia, Iférouane, Tabelot, Dabaga, Agadez, Tchirozérine,		
	Gougaram et Danet		
	Tahoua : Bagaroua, Illela, Tajaé, Badaguichiri, Déoulé, Allakaye, Tamaské, Keita, Ibohamane,		Zinder : 15 communes dans les départements de Tanout et Gouré/Tesker
	Garhanga, Kalfou, Tahoua 1, Tahoua 2, Bambey, Takanamat, Tebaram, Barmou et Kao		
	L'ensemble des communes des deux régions pour les composantes restantes (2,3 et 4)		
<b>Observations</b>	Il est prévu une contribution au fond de garantie du FASAN. Cette contribution couvre l'ensemble du pays		



Intervention	
<b>Partenaire</b>	ProDEC-GIZ
<b>Statut du partenaire</b>	Coopération bilatérale
<b>Contact</b>	Martin Behr, chef de Projet Cel : 94857248 Email : martin.behr@giz.de
<b>Libellé</b>	Programme d'appui à la décentralisation et la bonne gouvernance
<b>Objectif du programme</b>	Les conditions pour la mise en œuvre du transfert de compétences et ressources de l'Etat central aux collectivités territoriales sont améliorées
<b>Domaines d'intervention</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>× Appui à la coordination et au pilotage de la décentralisation,</li> <li>× Promotion du développement économique</li> <li>× Participation citoyenne, bonne gouvernance et intercommunalité</li> </ul>
<b>Financement et sources</b>	MT : 8 000 000 d'Euro Ministère Allemand pour la Coopération au Développement (BMZ)
<b>Date début</b>	01.01.2018
<b>Date de fin</b>	31.12.2020
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. DGDCT</li> <li>2. ANFICT</li> <li>3. CFGCT</li> <li>4. Conseils régionaux</li> </ul>
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prestataire de service</li> <li>Organisations de la société civile</li> <li>Points focaux genres communaux</li> </ul>
<b>Régions concernées</b>	Tahoua, Tillabery & Agadez
<b>Communes concernées</b>	51 communes d'intervention
<b>Observations</b>	Le Programme est dans sa troisième phase de mise en œuvre



Intervention	
<b>Partenaire</b>	UNCDF
<b>Statut du partenaire</b>	Agence des Nation Unies
<b>Contact</b>	Idrissa Moussa Cel : 80072343 Email : idrissa.moussa@uncdf.org
<b>Libellé</b>	Mécanisme de Financement de l'Adaptation au Changement climatique au niveau local (Projet pilote)
<b>Objectif du programme</b>	L'objectif global du programme est de contribuer à renforcer la résilience climatique des communautés et des économies locales par un meilleur accès au financement climatique.
<b>Domaines d'intervention</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>× Résilience climatique et adaptation au niveau local</li> <li>× Appui budgétaire basé sur la performance</li> </ul>
<b>Financement et sources</b>	MT : 1 200 000 USD UNCDF
<b>Date début</b>	01.06.2015
<b>Date de fin</b>	31.12.2021
<b>Partenaires d'exécution étatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1. Ministère en charge de l'Environnement</li> <li>2. CNEDD</li> <li>3. DGDCT</li> <li>4. ANFICT</li> <li>4. Les communes de Sokorbé et de Dogon Kiria</li> </ul>
<b>Partenaires d'exécution non étatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prestataire de service</li> </ul>
<b>Régions concernées</b>	Dosso
<b>Communes concernées</b>	2 communes d'intervention
<b>Observations</b>	Le Programme est dans sa phase pilote

Edition sous la supervision de M. Hama Seyni, Coordonnateur du secrétariat commun des PTF du secteur «Décentralisation et développement local»

Tous les acteurs de la décentralisation peuvent contribuer à la Lettre des partenaires en écrivant au coordonnateur du Secrétariat commun.

Ce numéro est financé par l'Ambassade de France, Chef de file des PTF

[Sctpfniger.decentralisation@gmail.com](mailto:Sctpfniger.decentralisation@gmail.com) [www.ptfdecentralisationniger.org](http://www.ptfdecentralisationniger.org)

## ANNONCE

- 8<sup>ème</sup> Edition des journées des communes  
Tillabéry du 16 au 17 juillet 2019

- colloque scientifique international sur la fonction publique territoriale;  
« Dynamiques d'acteurs, enjeux et développement local »,  
Niamey du 27 au 29 novembre 2019.